**CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU
17 NOVEMBRE 2020**

COMPTE RENDU

L'an deux mille vingt le mardi dix-sept novembre à dix-huit heures, le conseil communautaire de Limoges Métropole - Communauté urbaine, légalement convoqué le 10 novembre 2020, par le Président, s'est réuni en séance publique à la Maison de la Région Nouvelle Aquitaine à Limoges, salle Gérard Vandembroucke, sous la présidence de Guillaume GUERIN, Président.

Hélène CUEILLE, Conseillère Communautaire, désignée au scrutin de l'ouverture de la séance, remplit les fonctions de secrétaire.

Étaient présents :

M. Guillaume GUERIN, M. Bernard THALAMY, M. Emile-Roger LOMBERTIE, M. Gilles BEGOUT, M. Fabien DOUCET, M. Gilles TOULZA, Mme Catherine MAUGUIEN-SICARD, M. Jean-Luc BONNET, M. Gaston CHASSAIN, Mme Emilie RABETEAU, M. Jean-Marie LAGEDAMONT, M. Pascal ROBERT, Mme Sarah GENTIL, M. Philippe JANICOT, Mme Sylvie ROZETTE, M. Vincent LEONIE (*à partir de la délibération « Fonds de concours en faveur de la montée en débit pour les communes du Palais-sur-Vienne, Le Vigen et Rilhac-Rancon »*), M. Claude COMPAIN, Mme Julie LENFANT, Mme Marie-Eve TAYOT, M. François POIRSON, M. Jacques ROUX, M. Marc BIENVENU, Mme Samia RIFFAUD, M. Alexandre PORTHEAULT, M. Pascal THEILLET, M. Jean-Yves RIGOUT, M. Vincent JALBY, M. Joël GARESTIER, M. Rémy VIROULAUD, M. Ludovic GERAUDIE, M. Serge ROUX, M. Franck DAMAY, Mme Sylvie BILLAT, Mme Martine BOUCHER, Mme Monique DELPI, M. Sébastien LARCHER, M. Laurent LAFAYE, Mme Hélène CUEILLE, Mme Corinne JUST, M. Denis LIMOUSIN, M. Gilbert BERNARD, M. Vincent BROUSSE, M. Michel CUBERTAFOND, Mme Isabelle DEBOURG, M. Ibrahima DIA, M. Olivier DUCOURTIEUX, M. Jérémy ELDID, M. Jamal FATIMI, Mme Amandine JULIEN, Mme Geneviève LEBLANC, Mme Isabelle MAURY, Mme Nathalie MEZILLE, M. Thierry MIGUEL, Mme Nezha NAJIM, M. Laurent OXOBY, M. Matthieu PARNEIX, M. Philippe PAULIAT-DEFAYE, M. Vincent REY, Mme Nadine RIVET, Mme Corinne ROBERT, Mme Sarah TERQUEUX, Mme Patricia VILLARD, Mme Gülsen YILDIRIM, Mme Shérazade ZAITER, Mme Rhabira ZIANI BEY, M. Alain BOURION, Mme Pascale ETIENNE, Mme Jocelyne LAVERDURE DELHOUME, Mme Martine TABOURET, Mme Nadine BURGAUD, Mme Anne-Marie COIGNOUX

Absent excusé représenté par un suppléant :

M. Claude BRUNAUD est représenté par Mme Nadège SENAMAUD

Absents excusés avec délégation de pouvoirs :

M. Vincent LEONIE donne pouvoirs à Mme Catherine MAUGUIEN-SICARD (*jusqu'à la délibération « Concession de Service Public pour l'exploitation de centre aquatique de Limoges Métropole : modification de la grille tarifaire »*), Mme Marie-Claude BODEN donne pouvoirs à M. Gaston CHASSAIN, Mme Marie LAPLACE donne pouvoirs à M. Gilles BEGOUT

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Tenue du conseil communautaire en visioconférence
dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

La loi du 14 novembre 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire prévoit la possibilité d'organiser les conseils communautaires en visioconférence conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020.

Dans ce cadre, il convient d'adopter une délibération en début de séance qui prévoit :

- les modalités d'identification des participants,
- les modalités d'enregistrement et de conservation des débats,
- les modalités de scrutin.

Le caractère public de la présente réunion est assuré par la retransmission en direct de la séance par électronique.

Le conseil communautaire approuve les modalités de la visioconférence pour la présente séance du conseil communautaire.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Décision modificative n°2 - Assainissement

Le conseil communautaire adopte la décision modificative n°2 du budget annexe « Assainissement » qui a pour objet des ajustements de crédits pour l'assainissement collectif, en dépenses d'investissement.

Elle s'équilibre sans crédit nouveau par des transferts entre chapitres.

ADOpte A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Garantie d'emprunt - Société d'Equipement du Limousin (SELI) - Zone d'Activité Concertée
d'Ester Technopole - Contrat de la Caisse des Dépôts

La SELI a sollicité Limoges Métropole pour obtenir sa garantie sur un prêt d'un montant de 3 500 000 € contracté auprès de la Caisse des Dépôts et destiné à financer les projets d'investissement relatifs à l'opération n°454 sur la Zone d'Activité Concertée du Parc Ester à Limoges.

Ce financement entrant dans le cadre d'une opération d'aménagement conduite en application des articles L300-1 à L300-4 du code de l'urbanisme, Limoges Métropole pourrait apporter sa garantie à hauteur de 80% au prêt susmentionné.

Le conseil communautaire décide de réserver une suite favorable à cette requête en accordant une garantie à hauteur de 80 % pour ce prêt.

ADOPTE A L'UNANIMITE

N'ont pas participé au vote
Guillaume GUERIN
Emile-Roger LOMBERTIE
Vincent LEONIE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Organisation des concours et examens professionnels - Convention avec le Centre
Départemental de Gestion de la Haute-Vienne

Limoges Métropole n'étant pas affiliée au Centre Départemental de Gestion (CDG), il est nécessaire, de conclure chaque année une convention avec cet organisme pour l'organisation des concours et examens professionnels.

La Communauté urbaine rembourse par la suite au CDG la part des dépenses correspondantes, calculées proportionnellement à la répartition des lauréats de concours ou admis à examen.

Aussi, dans la mesure où le cadre juridique ainsi que les conditions relatives à la non-affiliation de Limoges Métropole et aux modalités financières applicables restent inchangées, le conseil communautaire approuve la convention-type liée à l'organisation des concours et examens professionnels par le CDG et autorise le Président à signer, sur la base de cette convention-type, les conventions à intervenir.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Accord-cadre afférent à la fourniture de masques sanitaires à usage unique
- Convention constitutive de groupement de commande - Lancement de la consultation

Dans le cadre des mesures sanitaires actuellement à l'œuvre sur le plan national, il est proposé de créer un groupement de commandes constitué de Limoges Métropole – Communauté urbaine et des communes membres suivantes : Boisseuil, Chaptelat, Condat-sur-Vienne, Couzeix, Eyjeaux, Feytiat, Isle, Le Palais-sur-Vienne, Limoges, Panazol, Peyrilhac, Saint Just-le-Martel, Verneuil-sur-Vienne, Veyrac, afin d'envisager le lancement d'une consultation en appel d'offres ouvert en vue d'un accord-cadre à bons de commande relatif à la fourniture de masques sanitaires à usage unique.

Limoges Métropole - Communauté urbaine serait désignée coordonnateur de ce groupement de type gestion « mixte » ou « intégrée partielle », chaque membre du groupement gérant le suivi de l'exécution technique, financière et comptable de sa part de marché, en dehors des missions expressément dévolues au coordonnateur.

La durée de cet accord-cadre serait d'un an reconductible 3 fois un an, sans montant minimum ni maximum et pour une estimation annuelle de 75 000 € HT.

Le conseil communautaire autorise le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes à intervenir avec les communes précitées ainsi que le lancement de l'accord-cadre pour «la fourniture de masques sanitaires à usage unique ».

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Accord-cadre afférent à la réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la gestion et la valorisation des déchets de chantier - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert

Afin de compléter les ressources indispensables à la bonne gestion technique de son patrimoine bâti et au bon déroulement de ses projets, il est essentiel pour Limoges Métropole, de s'adjoindre les services d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) spécialisé dans les missions ponctuelles et spécifiques de gestion et de valorisation des déchets de chantier.

Dans ce cadre, le conseil communautaire autorise le lancement d'un accord-cadre relatif à une mission spécifique d'AMO pour la gestion et la valorisation des déchets de chantier sous forme d'appel d'offres ouvert.

Cet accord cadre serait conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois un an, sans montant minimum ni montant maximum et pour une estimation globale pour les 4 ans de 120 000 € HT.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Approbation du protocole d'accord transactionnel - Dommages subis par la SAS Confort Design

La société SAS Confort Design a saisi Limoges Métropole pour la réparation de désordres (inondations) subis dans son local commercial à usage de vente de meubles, situé à Limoges, suite à des travaux d'assainissement réalisés, en avril 2016, sous maîtrise d'ouvrage de Limoges Métropole par la société COLAS, et à des travaux d'eau potable réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Limoges par la société SOPCZ.

La société SAS Confort Design réclame la somme de 7 848,48 euros TTC en indemnisation de son préjudice.

Après les conclusions d'un rapport d'expertise et une procédure de médiation, les parties ont souhaité mettre un terme définitif à ce litige par voie de protocole transactionnel.

Le conseil communautaire :

- approuve la démarche relative à la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel avec la SAS Confort Design et la SA MMA IARD son assureur, la commune de Limoges, la SMACL Assurances et la SOPCZ,
- autorise le Président à signer ce protocole qui prévoit que Limoges Métropole par le biais de son assureur, verse la somme de 1 569,69 €, correspondant à 20 % de l'indemnité réclamée.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Tenue des conseils communautaires en téléconférence - modification du règlement intérieur du conseil communautaire

La loi Engagement et Proximité a ouvert en décembre 2019 la possibilité pour les intercommunalités d'organiser de manière régulière des réunions du conseil communautaire en téléconférence.

Le décret d'application de ce texte, entré en vigueur le 31 octobre 2020, précise que le conseil communautaire doit désigner par délibération les salles dans lesquelles les conseillers communautaires pourront se rendre pour participer, via la téléconférence, à la séance du conseil communautaire.

Par ailleurs, il est également proposé de prévoir dans le cadre du règlement intérieur du conseil communautaire la possibilité pour les membres des commissions (hors Commission d'Appel d'Offres et Commission Délégation de Services Publics) de participer aux séances en visioconférence.

Le conseil communautaire décide :

- d'arrêter la liste des salles pouvant accueillir les conseillers communautaires lors de la tenue d'un conseil communautaire en téléconférence ;
- d'approuver la modification du règlement intérieur,
- d'autoriser le Président de Limoges à signer les éventuelles conventions de mise à disposition à intervenir avec les communes membres.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Rapport de la Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine - vérification des comptes et de la gestion de la Société de Transports en Commun de Limoges Métropole

La Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine (CRCNA) a procédé au contrôle, pour les exercices 2013 à 2017, de la Société de Transports en Commun de Limoges Métropole (STCLM), qui possède le statut de Société d'Economie Mixte.

Suite aux observations provisoires formulées par la CRCNA au Président de Limoges Métropole ainsi qu'aux sociétés concernées (STCLM, et son actionnaire et prestataire technique TRANSDEV) et aux réponses apportées par les intéressés, la CRCNA a adopté, lors de sa séance du 20 février 2020, un rapport définitif.

Ce rapport a été communiqué à Limoges Métropole fin septembre 2020, et il doit faire l'objet d'un débat en Conseil Communautaire.

Il est, par ailleurs, proposé de saisir la Fédération des Entreprises Publiques Locales qui regroupe plus de 1300 Sociétés d'Economie Mixte (SEM), Sociétés Publiques Locales (SPL) et Sociétés d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP) pour les informer de la procédure de contrôle de la CRCNA afin de bénéficier de leur retour d'expériences et recommandations.

Le conseil communautaire prend acte, après en avoir débattu, du rapport d'observations définitives relatives à la vérification des comptes et au contrôle des comptes et de la gestion de la STCLM.

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence - Achat de prestations de communication et de billetterie - Lancement d'accords- cadres de services

Le conseil communautaire décide de poursuivre l'acquisition de prestations de communication et de billetterie pour les besoins de Limoges Métropole dans le cadre de marchés publics pour la saison sportive 2020-2021 et pour divers événements organisés sur la même période.

Ces marchés, sous forme d'accords-cadres mono-attributaires avec exécution au fur et à mesure de l'émission de bons de commande seraient conclus avec les prestataires ayant l'exclusivité de ces prestations, pour une période d'un an correspondant à la saison sportive 2020-2021 pour les clubs sportifs et pour une période équivalente à la durée de l'événement pour les manifestations sportives, culturelles et économiques en 2020 et en 2021, sans montant minimum mais avec des montants maximums.

Le conseil communautaire autorise donc le Président à engager des négociations pour l'achat de ces prestations de communication et de billetterie avec les prestataires désignés.

PRESTATIONS DE COMMUNICATION « SAISON SPORTIVE 2020-2021 »		
Prestataires	Adresse	Montant annuel maximum*
CSP Limoges Basket	2, rue Haute-Vienne 87000 Limoges	130 000 €
Limoges Handball	4, rue Malherbe 87000 Limoges	60 000 €
LABC Basket	3bis, rue des Sœurs de la Rivière 87000 Limoges	9 600 €
Feytiat Basket 87	Place de Leun BP 20036 87221 Feytiat Pdc	9 600 €
USAL Rugby	28, rue de Saint-Gence 87100 Limoges	16 000 €
JA Isle Rugby	Rue du 8 mai 1945 87170 Isle	5 000 €
ASPTT Limoges Section Waterpolo	11, rue la Bruyère 87100 Limoges	5 000 €
ASPTT Limoges Section Hockey sur glace		3 000 €
TOTAL		238 200 €

PRESTATIONS DE COMMUNICATION « MANIFESTATIONS 2020 ET 2021 »			
Prestataires	Adresse	Manifestation et date	Montant maximum*
Éclats d'Émail Jazz Édition	1, rue Montaigne 87000 Limoges	Festival Jazz Éclats d'Émail Du 14 au 19 décembre 2020	2 500 €
Tour du Limousin Organisation	142, avenue Emile Labussière 87100 Limoges	Course cycliste Le Poinçonnet – Limoges Métropole - Mars 2021	4 000 €
Centre France Publicité	45, rue du Clos Four BP 90124 63020 Clermont-Ferrand	Foulées du Populaire Dimanche 4 avril 2021	8 400 €
Les Veyracomusies	40, rue du Cheval Blanc 87520 Veyrac	Festival des Veyracomusies Mai 2021	1 500 €
La Limousine Cyclo	19, rue Turgot 87350 Panazol	Course cycliste La Limousine André Dufraisse – Juin 2021	2 500 €
Comité UFOLEP 87	22, rue du Lieutenant Menieux 87000 Limoges	Limouzi'Nordic Week-end Juin 2021	1 000 €
Comité des Fêtes du Pont Saint-Etienne	20, rue du Port du Naveix 87000 Limoges	Fête des Ponts Juin 2021	2 000 €
Association URBAKA	24, rue Charles Michels 87039 Limoges	Festival Urbaka Juin 2021	5 000 €
Association Opus 87	Abbaye du Chalard 87500 Le Chalard	Festival 1001 Notes en Limousin Juillet-Août 2021	10 000 €
Tour du Limousin Organisation	142, avenue Emile Labussière 87100 Limoges	Tour du Limousin – Nouvelle- Aquitaine – Août 2021	36 000 €
Jeunesse Sportive Lafarge Limoges	3, rue Philippe de Commines 87000 Limoges	Tournoi international Lafarge Foot Avenir – Septembre 2021	1 500 €
Association Verneuil Oxygène	9, rue de Balandie 87430 Verneuil-sur-Vienne	Course Nature des Vaseix Septembre 2021	1 000 €
CV Francis Plainemaison	18, avenue de l'Abattoir BP 81 87000 Limoges	Journées Limousines Octobre 2021	5 000 €
Comité des Carnot et des Turgot	43, cours Bugeaud 87000 Limoges	Cérémonie des Carnot et des Turgot	1 000 €
TOTAL			81 400 €

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Désignation d'un représentant de Limoges Métropole au sein de l'association SO Coopération

L'association SO Coopération anime, en région nouvelle aquitaine, un réseau multi-acteurs d'échange, d'appui et de concertation dans le domaine de la coopération internationale.

Elle a pour objectif la promotion de la solidarité internationale et la valorisation des actions de ses adhérents et est administrée par un conseil d'administration de 32 membres, organisé en 5 collèges.

Limoges Métropole étant un membre actif de SO Coopération depuis deux ans, le conseil communautaire désigne

– Mme Nadine RIVET

en tant que représentante de Limoges Métropole au sein de l'association SO Coopération, candidate pour siéger au conseil d'administration de l'association.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Représentant de la communauté urbaine à la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution (CDLP)

Par délibération n°1.16 en date du 22 juillet dernier, le conseil communautaire a désigné Mme Samia RIFFAUD en qualité de représentante titulaire à la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution (CDLP).

En complément, le conseil communautaire désigne :

- Mme Amandine JULIEN

en tant que représentante suppléante de Limoges Métropole à cette commission.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

B Cell Design - Aide au loyer

B Cell Design est une société de biotechnologie implantée sur Limoges fortement impliquée dans l'écosystème des biotechnologies.

Pour mener à bien ses projets de recherche, elle dispose de locaux techniques dont le loyer 35 078,34 € HT constitue une part significative des charges fixes.

Aussi, pour faire face à ses besoins et poursuivre ses travaux de recherche, B Cell Design a sollicité l'accompagnement de Limoges Métropole pour une prise en charge partielle.

Cette aide publique interviendra dans le cadre du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise de Limoges Métropole, adopté le 30 juin 2017.

Le conseil communautaire autorise la signature d'une convention avec la SAS « B Cell Design » définissant les conditions d'attribution de la subvention équivalente à 20% des dépenses de loyer annuel, pour la période du 20 août 2020 au 31 octobre 2022 et ne dépassant pas un montant maximum de 15 426,93 €.

ADOpte A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Remise gracieuse de dette

La société NEOP, installée au Centre d'Innovation et de Recherche en Electronique (CIRE) a sollicité de Limoges Métropole la remise gracieuse d'une dette de 4 104 € TTC, correspondant au montant des loyers des 3^{ième} et 4^{ème} trimestre 2019.

En effet, cette société, spécialisée dans le développement de technologies connectées dédiées à la gestion de bâtiments partagés, a rencontré des difficultés techniques retardant la commercialisation de sa dernière technologie.

Ce soutien constitue une aide au titre du régime de minimis.

Le conseil communautaire autorise cette remise gracieuse de dette à la société NEOP.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Agence Livre Cinéma et Audiovisuel en Nouvelle Aquitaine (ALCA) - Financement 2020

L'association régionale ALCA est notamment chargée d'accompagner les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Son Bureau d'Accueil de Tournages (BAT), implanté à Limoges, facilite les tournages et les activités de post-production sur le territoire. Il contribue à valoriser auprès des professionnels du cinéma, le patrimoine culturel, industriel et touristique de Limoges Métropole.

Le conseil communautaire décide d'approuver le partenariat entre Limoges Métropole et l'ALCA pour 2020 ainsi que le versement d'une subvention de 15 000 €, et autorise le Président à signer la convention à intervenir dans ce cadre.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Soutien à Autonom Lab - Adhésion 2020 et programme d'actions

Autonom'lab est un pôle d'innovation en santé et autonomie des personnes, labellisé « living lab » par l'Europe. Il regroupe des associations d'utilisateurs et des collectivités locales, des entreprises, des pôles de compétitivité et clusters, des laboratoires de recherche, et des acteurs du monde sanitaire, social et médico-social.

Au titre de la période 2020-2021, Autonom'lab souhaite, en cohérence avec son programme d'actions, poursuivre sa collaboration avec Limoges Métropole et, en particulier, co-organiser un événement phare autour de la mobilité, en partenariat avec le Living Lab Montréal.

Le conseil communautaire décide d'adhérer à Autonom'lab, pour 2020, pour un montant de 2 500 €, approuve la poursuite du partenariat avec ce pôle ainsi que le versement d'une subvention de 24 000€, et autorise le Président à signer la convention afférente.

ADOpte A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Soutien à CodeMaker

Le centre Codemaker, département de l'Agence pour la Valorisation de la Recherche Universitaire du Limousin (AVRUL), a pour mission de promouvoir les méthodologies de créativité et de co-design, au sein des entreprises, tout en favorisant le lien avec les expertises des laboratoires de recherche de l'Université de Limoges.

Concernant la période de septembre 2020 à décembre 2021, le budget prévisionnel de CodeMaker est de 300 000 €. Limoges Métropole propose d'intervenir à hauteur de 40 000 € pour soutenir plus particulièrement :

- la mise en place de la démarche « lab » permettant d'utiliser l'intelligence collective au service du développement de projets complexes et multi-partenaires,
- la mobilisation du centre CodeMaker au soutien de l'émergence de projets, notamment autour de la mobilité innovante,
- la sensibilisation des acteurs de l'écosystème du territoire par la pédagogie CodeMaker, en continuité des actions précédentes : actions d'animation, organisation d'évènements, mise en place de formation.

Le conseil communautaire décide d'approuver le renouvellement du partenariat entre Limoges Métropole et CodeMaker ainsi que le soutien de son programme d'actions par le versement d'une subvention de 40 000€, et autorise le Président à signer la convention afférente.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Parc d'activités de la Grande Pièce - Lotissements des Essarts Nord et Sud - Fixation des prix de
vente des terrains

Les travaux d'aménagement des lotissements d'activité les Essarts, situés sur la commune de Limoges, sont achevés, à l'exception des travaux de finition (couche de revêtement définitif), qui seront différés dans le temps. Ils ont permis de dégager :

- le lotissement des Essarts Nord, en 6 lots, d'une superficie totale de 22 683 m², avec une surface de plancher maximale constructible de 14 835 m²,
- le lotissement des Essarts Sud, en 3 lots, d'une superficie totale de 38 462 m², avec une surface de plancher maximale constructible de 31 431 m².

Aussi, afin de procéder à la vente des parcelles, il convient de fixer le prix de cession de ces emprises à vocation économique. Pour déterminer ce prix de vente, un bilan opérationnel a été établi, situant le prix de revient à 25 € HT/m².

Le conseil communautaire décide que le prix de cession du lotissement d'activités des Essarts Nord et du lotissement d'activités des Essarts Sud, est établi sur la base de 25 € HT/m², sachant toutefois que pour chaque cession, un avis du Service des Domaines sera requis.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Dérogation au repos dominical pour les commerces de détail de Boisseuil,
Feytiat, Limoges, Couzeix, Panazol et Le Vigen pour l'année 2021

Le Conseil communautaire doit émettre un avis sur les demandes d'autorisation de dérogation au repos dominical dans les commerces de détail, au-delà de 5 dimanches, en 2021 déposées par les communes de Limoges, Le Vigen, Boisseuil, Feytiat, Couzeix et Panazol.

Elles sollicitent l'avis du conseil communautaire afin de pouvoir autoriser l'ouverture des commerces 3 dimanches complémentaires, les 5 septembre, 28 novembre et 26 décembre 2021.

Compte-tenu des recommandations émises par la commission consultative du 13 octobre dernier, le conseil communautaire décide de donner un avis favorable pour une dérogation au repos dominical dans les commerces de détail des communes concernées les dimanches 5 septembre, 28 novembre, 26 décembre 2021.

ADOPTE

A voté contre :

M. Gilbert BERNARD

S'est abstenue :

Mme Geneviève LEBLANC

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Communication concernant la concession de service public de l'Aquapolis
de Limoges Métropole

Le conseil communautaire prend acte de la communication du rapport 2019 de la société VERT MARINE pour le centre aquatique de Limoges Métropole.

Ce rapport a fait l'objet d'un examen par la commission consultative des services publics locaux à l'occasion de sa réunion du 3 novembre 2020.

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Concession de Service Public pour l'exploitation du centre aquatique de
Limoges Métropole : modification de la grille tarifaire

La Concession de Service Public (CSP) conclue avec Vert Marine pour l'exploitation et la gestion du « centre aquatique l'Aquapolis » de Limoges Métropole prévoit une indexation annuelle automatique de la grille tarifaire sauf décision contraire du concessionnaire.

Le calcul de l'indexation applicable au 1^{er} janvier 2021 faisant ressortir une indexation négative, le concessionnaire propose de maintenir les tarifs appliqués en 2020, permettant ainsi de ne pas changer de grille tarifaire.

Il propose également d'ajouter plusieurs prestations existantes dans son offre finale mais non mises en place à ce jour et deux nouvelles.

Le conseil communautaire décide :

d'acter le maintien de la grille tarifaire 2020 du centre aquatique et donc ne pas appliquer l'indexation tarifaire à la baisse,

d'acter l'ensemble des nouveaux tarifs pour permettre une application complète du contrat de concession en vigueur,

d'approuver la grille tarifaire du centre aquatique applicable au 1^{er} janvier 2021.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Fonds de concours en faveur de la montée en débit pour les communes du Palais-sur-Vienne, Le Vigen et Rilhac-Rancon

Afin de pallier à une possible fracture numérique, Limoges Métropole a fait réaliser un diagnostic qui a fait apparaître que 10 communes étaient particulièrement mal desservies en haut débit : Aureil, Boisseuil, Bonnac-la-Côte, Eyjeaux, Peyrilhac, Saint Gence, Veyrac, Le Palais-sur-Vienne, Le Vigen, Rilhac-Rancon.

C'est la raison pour laquelle le conseil communautaire du 15 décembre 2015 a acté la création d'un dispositif permettant de mobiliser un fonds de concours en faveur des opérations de montée en débit sur le territoire des communes les plus en retard en matière d'accès à ce réseau.

Dans ce cadre, un fond de concours a déjà été versé aux communes suivantes : Aureil, Boisseuil, Bonnac-la-Côte, Eyjeaux, Peyrilhac, Saint Gence et Veyrac conformément à la délibération en date du 14 février 2019.

Les travaux étant maintenant achevés pour les communes du Palais-sur-Vienne, du Vigen, de Rilhac-Rancon, il est proposé de leur verser un fonds de concours de 50 % du montant total des travaux.

Communes	Montant total des travaux	Financement commune	%	Financement Limoges Métropole	%
LE PALAIS SUR VIENNE	109 635,13	54 817,56	50	54 817,56	50
LE VIGEN	83 090,04	41 545,02	50	41 545,02	50
RILHAC RANCON	114 943,21	57 471,61	50	57 471,61	50
TOTAUX	307 668,37	153 834,19	50	153 834,19	50

Le conseil communautaire décide d'autoriser le versement de fonds de concours d'un montant de 153 834,19 € et autorise le Président à signer les conventions à intervenir avec ces trois communes.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Aide au développement des T.I.C. à caractère éducatif - Versement d'un fonds de concours à la commune du Vigen

Le conseil communautaire décide d'accorder un fonds de concours à la commune du Vigen d'un montant de 1 998,50 € pour l'achat de matériel informatique pour son groupe scolaire.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Etude bilan du CTMA Valoine - plan de financement prévisionnel

Limoges Métropole a mis en place depuis plusieurs années des Contrats Territoriaux Milieux Aquatiques (CTMA) en partenariat avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB) et la Région Nouvelle Aquitaine, afin de préserver la qualité des cours d'eau de son territoire.

Le 2^{ème} CTMA Valoine signé le 31 octobre 2016 arrivant à son terme, une étude bilan doit être réalisée afin de définir l'opportunité de mettre en place un nouveau programme d'actions.

Cette étude sera réalisée sur une durée de 5 mois à compter de septembre 2020 et pour un coût estimé à 20 000 € HT.

Le conseil communautaire décide de valider le plan de financement prévisionnel de cette étude et de solliciter la participation financière de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et de la Région Nouvelle Aquitaine.

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	Taux
Etude Bilan CTMA Valoine	20 000 €	Agence de l'Eau Loire Bretagne (CTMA Valoine)	12 000 €	60 %
		Région Nouvelle Aquitaine (CTMA Valoine)	4 000 €	20 %
		<i>Sous total aides publiques</i>	<i>16 000 €</i>	<i>80 %</i>
		Limoges Métropole	4 000 €	20 %
TOTAL DEPENSES	20 000 €	TOTAL RESSOURCES	20 000 €	100 %

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Abri vélos photovoltaïque autonome – plan de financement prévisionnel

Limoges Métropole souhaite expérimenter la mise en place d'un abri vélos photovoltaïque autonome sur le secteur Vanteaux de la faculté de lettres et des sciences humaines de Limoges. Ce projet est issu de la technologie des «Microgrids » élaborée par la Start-up « El Smartgrid » située dans l'incubateur d'Ester Technopole.

La pose de cette consigne est envisagée en fin d'année, après passation d'un marché public innovant, sans publicité ni mise en concurrence, pour un coût estimé à 48 500 €.

Limoges Métropole souhaite solliciter l'aide financière de la Région Nouvelle Aquitaine en répondant à l'Appel à projet « Mobilité innovante » ainsi qu'une aide de la Fédération Française des Usagers de la Bicyclette (FUB) au travers du programme Alvéole.

Le conseil communautaire décide de valider le plan de financement prévisionnel et de solliciter la participation financière de la Région Nouvelle Aquitaine et de la Fédération française des Usagers de le Bicyclette (FUB).

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	Taux
Abri vélos photovoltaïque autonome	48 500 €	Région Nouvelle Aquitaine (A.A.P Mobilité innovante)	18 800 €	38,76 %
		Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB) (Programme Alvéole)	20 000 €	41,24 %
		<i>Sous total aides publiques</i>	<i>38 800 €</i>	<i>80 %</i>
		Limoges Métropole	9 700 €	20 %
TOTAL DEPENSES	48 500 €	TOTAL RESSOURCES	48 500 €	100 %

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE Séance du 17 novembre 2020

Plan de relance de l'Etat à destination des territoires - Demande de financement au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)

Afin de bénéficier de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), Limoges Métropole a proposé plusieurs dossiers à la préfecture de Région en lien avec les critères d'éligibilité suivants :

- transition écologique : rénovation thermique et mobilité, réaménagement des espaces publics pour lutter contre les îlots de chaleur,
- résilience sanitaire : maison de santé pluri professionnelle, mise aux normes des équipements sanitaires, travaux sur les réseaux d'assainissement,
- préservation du patrimoine public historique et culturel.

9 dossiers ont été retenus et Limoges Métropole a déposé une demande de financement afin de lancer la phase d'instruction des projets qui doivent connaître un début d'exécution au plus tard le 1^{er} semestre 2021.

Opérations	Montant de l'opération (€ TTC)	Taux sollicité	Montant de la subvention sollicitée (€)
Direction des transports et des déplacements			
Acquisition de navettes électriques	1 000 000	20%	200 000
Direction du cycle de l'eau			
Réhabilitation d'un collecteur d'assainissement unitaire - boulevard Bel Air - commune de Limoges	264 000	30%	79 200
Réhabilitation d'un collecteur d'assainissement unitaire - Place Jourdan - commune de Limoges	36 000	30%	10 800
Réhabilitation d'un collecteur d'assainissement unitaire - rue du Professeur Leveuf commune de Limoges	222 000	30%	66 600
Réhabilitation d'un collecteur d'assainissement unitaire - rue Saint-Martial, Place Fournier, Carrefour Tourny - commune de Limoges	936 000	30%	280 800
Desserte assainissement du secteur Les Fonts / La Pépinière - commune de Verneuil-sur-Vienne	360 000	50%	180 000
Desserte assainissement du Village du Greignac - commune de Verneuil-sur-Vienne	969 600	10%	96 960
Renouvellement d'une conduite d'eau potable - secteur Romanet / Les Meynieux commune de Saint-Jouvent	326 400	50%	163 200
Renouvellement d'une conduite d'eau potable - secteur La Ribière - commune de SaintJouvent	210 000	50%	105 000
	4 324 000		1 182 560

Le conseil communautaire approuve le dépôt officiel de ces opérations au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Accord-Cadre afférent à la fourniture de petits matériels spécifiques à l'entretien des voiries
2 lots - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert

Le marché relatif à l'acquisition de petit matériel spécifique à l'entretien des voiries arrivant à échéance, le conseil communautaire autorise le lancement d'une nouvelle consultation en appel d'offres ouvert pour «la fourniture de petits matériels spécifiques à l'entretien des voiries » en 2 lots.

La forme de ce marché serait celle d'accords-cadres mono-attributaires, exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Chaque lot pourrait être conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois un an par tacite reconduction, sans montant minimum, ni maximum et selon les estimations annuelles suivantes :

- lot n° 1 : « matériel thermique et accessoires » 45 000 € HT,
- lot n° 2 : « matériel électrique et accessoires » 31 000 € HT.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Aménagement du secteur de la Cité - Limoges - Convention de partage de frais de référé expertise entre Limoges Métropole - Communauté Urbaine et ENEDIS

Dans le cadre de l'aménagement du secteur de la Cité à Limoges, deux maîtres d'ouvrage sont amenés à intervenir :

Limoges Métropole, pour la voirie et l'eau potable ;
ENEDIS, pour la reprise des réseaux électriques.

Afin de se prémunir contre les risques d'apparition de dommages liés aux travaux publics, Limoges Métropole a sollicité du tribunal administratif la désignation d'un expert chargé de constater l'état des propriétés riveraines avant, pendant, et après l'opération.

Comme ENEDIS peut être intéressé à bénéficier des conclusions du référé expertise, Limoges Métropole lui a proposé de participer aux frais de ce dernier.

Limoges Métropole en ferait l'avance et ENEDIS rembourserait la communauté urbaine à hauteur de 22,6 % du montant total, correspondant au prorata des surfaces qui concernent chaque maître d'ouvrage.

Dans ce cadre, le conseil communautaire autorise le Président à signer une convention de partage de frais de référé expertise à intervenir avec ENEDIS, réglant les modalités juridiques, financières et pratiques de cette opération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Accord-cadre relatif à l'exécution de services de transport scolaire pour les communes de
Limoges et Chaptelat - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert

Limoges Métropole-Communauté urbaine confie à des entreprises l'exécution des services de transports scolaires afin d'assurer la desserte des établissements situés sur son territoire, notamment pour les élèves domiciliés dans les communes de Limoges et Chaptelat.

Les marchés publics dédiés à ces communes arrivant à échéance à la fin de l'année scolaire 2020-2021, le conseil communautaire autorise le lancement d'une nouvelle consultation sous forme d'appel d'offres ouvert.

L'accord-cadre mono-attributaire, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande semblerait la forme de marché la plus adaptée. Il pourrait être conclu pour une période initiale allant de sa date de notification jusqu'au 15 juillet 2022, pour l'année scolaire 2021-2022, reconductible 3 fois par période annuelle, pour chaque année scolaire, sans montant minimum ni montant maximum.

L'estimation annuelle (pour l'année scolaire 2021-2022) s'élève à 322 000 € TTC.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Accord-cadre relatif au transport et traitement des déchets verts issus du réseau des déchèteries depuis des centres de regroupement - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert

Le marché actuel relatif au « transport et traitement des déchets verts issus du réseau des déchèteries depuis des centres de regroupement » prenant fin au cours du mois de juin 2021, le conseil communautaire autorise une nouvelle consultation en appel d'offres ouvert.

Ce marché, sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pourrait être conclu pour une durée de trois ans reconductible une fois un an, sans minimum mais avec un maximum défini en termes de tonnages maximum.

L'estimation s'élève à 105 000 € HT pour toute la durée du marché.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Contrat de reprise des bidons de combustibles de 20 litres avec l'éco- organisme EcoDDS au centre de recyclage de Limoges Métropole

EcoDDS est un éco-organisme opérationnel de la filière les Déchets Diffus Spécifiques (DDS) des ménages agréé pour la période 2019-2024.

De plus, il est désormais agréé, en complément des enlèvements en déchèterie, pour récupérer dans les centres de tri les bidons vides de combustibles de chauffage de 20 litres retrouvés dans les collectes des déchets recyclables.

Le conseil communautaire décide d'approuver le principe d'une collaboration avec Eco-DDS pour la reprise de ce type de déchets et autorise le Président à signer la convention à intervenir dans ce cadre.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Accords-cadres relatif à la fourniture de compteurs d'eau pour l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable des communes de Limoges Métropole en gestion directe - Lancement de la procédure en Appel d'Offres Ouvert

La réglementation en vigueur pour les compteurs d'eau froide prévoit notamment le remplacement des dispositifs de plus de quinze ans.

Les marchés actuels conclus avec la société ZENNER, arrivant à échéance en avril 2021, le conseil communautaire approuve le lancement d'une consultation, en appel d'offres ouvert relative à la « fourniture de compteurs d'eau pour l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable des communes de Limoges Métropole en gestion directe », en 4 lots séparés.

Ces marchés seraient passés sous forme d'accords-cadres mono-attributaires, exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, sans montant minimum ni maximum

Chaque lot pourrait être conclu pour une durée initiale d'un an, reconductible 3 fois un an et pour un montant annuel global estimé à 144 000 € HT.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Entrée de Ville des Casseaux sur la commune de Limoges - Création de deux voies nouvelles -
Rapport et conclusions du commissaire enquêteur sur l'enquête publique et approbation de
l'engagement des travaux

Dans le cadre du projet de requalification de l'entrée de ville des Casseaux, le conseil communautaire du 26 septembre 2019 a décidé l'élaboration d'un nouveau plan de circulation, par la création de 2 nouvelles voies de desserte de ce secteur.

Ces travaux d'aménagement, dont le coût prévisionnel est estimé à 1 079 000 € HT, seront réalisés par Limoges Métropole, désigné maître d'ouvrage unique par convention avec la Ville de Limoges, au titre de sa compétence voirie.

Ce projet constituant une ouverture de voies au sens de l'article L 141-3 du Code de la voirie routière, a été soumis à une enquête publique qui s'est tenue du 7 au 23 septembre 2020.

Le rapport et les conclusions ont été transmis par le commissaire enquêteur en date du 16 octobre 2020 et ce dernier a rendu un avis favorable sans observations.

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur et que le projet ne fait pas l'objet d'évolution suite à l'enquête publique et peut être approuvé, le conseil communautaire constate les conclusions du commissaire enquêteur et décide d'engager les travaux de création de ces deux voies nouvelles.

ADOPTE

Ont voté contre

M. Gilbert BERNARD
M. Olivier DUCOURTIEUX
M. Jérémy ELDID
Mme Geneviève LEBLANC
M. Thierry MIGUEL
Mme Gülsen YILDIRIM

S'est abstenu :

M. Jacques ROUX

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Abrogation de la délibération n°12.9 du conseil communautaire du 21 décembre 2018 concernant la prescription d'une procédure de modification simplifiée n°3 sur la commune de Couzeix afin de modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du secteur du Mas de l'Age

Le conseil communautaire décide d'abroger la délibération n°12.9 du conseil communautaire du 21 décembre 2018 concernant la prescription d'une procédure de modification simplifiée n°3 sur la commune de Couzeix qui consistait à modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur du Mas de l'Age.

En effet, le projet étant amené à évoluer de manière plus globale, une réorganisation générale de l'OAP serait plus judicieuse notamment en intégrant les anciens ateliers municipaux au projet.

ADOPTE

A voté contre :

Mme Sylvie BILLAT

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Abrogation de la délibération n°14.7 du conseil communautaire du 23 novembre 2018 concernant la prescription d'une procédure de modification n°3 sur la commune de Couzeix afin de reclasser une zone économique Ui en zone Urbaine U2 au secteur du Mas de l'Age

Le conseil communautaire décide d'abroger la délibération n°14.7 du conseil communautaire du 23 novembre 2018 concernant la prescription d'une procédure de modification n°3 sur la commune de Couzeix qui consistait à reclasser les anciens ateliers municipaux classés en zone économique (Ui) en zone urbaine (U) afin de programmer une opération d'habitat social.

En effet, les projets communaux ayant évolué, la commune souhaite mener une réflexion plus globale, avec une réorganisation générale du quartier du Mas de l'Age.

ADOPTE A L'UNANIMITE

S'est abstenue :
Mme Sylvie BILLAT

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Modification n°4 du PLU de Couzeix – Reclassement de la zone économique Ui en zone à urbaniser (1AU) et modification de l’Orientation d’Aménagement et de Programmation du Mas de l’Age

Le conseil communautaire décide de prescrire la modification n°4 du PLU de la commune de Couzeix qui vise à effectuer un reclassement d’une zone Ui en une zone à urbaniser 1AU et à modifier l’Orientation d’Aménagement et de Programmation (OAP) du Mas de l’Age.

ADOPTE A L’UNANIMITE

S’est abstenue :
Mme Sylvie BILLAT

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Saint Just le Martel –
Modification du règlement écrit de la zone AUa

Le conseil communautaire décide d'approuver la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Saint Just le Martel, tout en prenant en compte les observations émises par les Personnes Publiques Associées (PPA).

Cette procédure, prescrite lors du conseil communautaire du 26 septembre 2019, vise à modifier le règlement écrit de la zone AUa, zone ayant encore un caractère naturel, destinée à être ouverte à l'urbanisation et réservée à l'implantation d'activités.

ADOpte A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Solignac –
Modification de deux erreurs matérielles dans les annexes (emplacements réservés).

Le conseil communautaire décide d'approuver, tout en prenant en compte les observations émises par les Personnes Publiques Associées (PPA), la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Solignac qui vise à rectifier deux erreurs matérielles dans les annexes.

En effet, suite à l'enquête publique, l'emplacement réservé n°3 (station d'épuration) avait été déplacé. Les modifications avaient été opérées sur le règlement graphique mais deux erreurs étaient restées présentes au sein des annexes. Ainsi, le tableau listant les emplacements réservés doit être mis à jour ainsi que l'extrait de plan.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Approbation de la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune
d'Eyjeaux– Suppression de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « La Valade »

Le conseil communautaire décide d'approuver la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune d'Eyjeaux, tout en prenant en compte les observations émises par les Personnes Publiques Associées (PPA).

Cette procédure, prescrite par arrêté du Président de Limoges Métropole en date du 19 mai 2020, vise à supprimer l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de « La Valade » sur la commune d'Eyjeaux.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Approbation de la modification simplifiée n°5 du PLU de la commune de Boisseuil – Modification de l'ensemble des Orientations d'Aménagement et de Programmation

Le conseil communautaire décide d'approuver la modification simplifiée n°5 du PLU de la commune de Boisseuil, tout en prenant en compte les observations émises par les Personnes Publiques Associées (PPA).

Cette procédure vise à supprimer la « taille des parcelles artificielles » indiquée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU de cette commune.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Approbation de la modification simplifiée n°6 du PLU de la commune de Chaptelat –
Modification de l’Orientation d’Aménagement et de Programmation du secteur « Le Theillol »

Le conseil communautaire décide d’approuver la modification simplifiée n°6 du PLU de la commune de Chaptelat, tout en prenant en compte les observations émises par les Personnes Publiques Associées (PPA).

Cette procédure, prescrite lors du conseil communautaire du 18 décembre 2019, vise à modifier l’Orientation d’Aménagement et de Programmation (OAP) du secteur « Le Theillol » sur la commune de Chaptelat.

ADOPTE A L’UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Approbation de la modification simplifiée n°6 du PLU de la commune de Feytiat –
Modification de l’Orientation d’Aménagement et de Programmation du secteur « Le
Chazaud » et suppression de l’emplacement réservé n°22

Le conseil communautaire décide d’approuver la modification simplifiée n°6 du PLU de la commune de Feytiat, tout en prenant en compte les observations émises par les PPA.

Cette procédure, prescrite lors du conseil communautaire du 18 février 2020, vise à modifier l’Orientation d’Aménagement et de Programme (OAP) du secteur « Le Chazaud » sur cette commune et à supprimer l’emplacement réservé n°22 car le plan d’aménagement global de l’OAP n’était pas réalisable en l’état.

ADOPTE A L’UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Mise à l'étude de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Feytiat - Transformation de la Zone de Protection du patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en AVAP

Certaines parties du territoire de Feytiat font l'objet d'une protection architecturale spécifique appelée Zone de Protection du Patrimoine Architecturale, Urbain et Paysager (ZPPAUP). Ces ZPPAUP ayant été substituées par les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), cette commune a prescrit la transformation de ses ZPPAUP en AVAP. Or, le marché concernant l'élaboration de l'AVAP a pris fin sans que les documents aient été élaborés.

Limoges Métropole étant compétente en matière de PLU, doit achever cette procédure et lancer une nouvelle consultation de bureaux d'études sous forme de Marché à Procédure Adaptée (M.A.P.A.).
Le montant estimatif de cette étude est de 35 000 € TTC.

D'autre part, la délibération de la commune de Feytiat ne faisant pas mention des modalités de concertation, celle-ci sera mise en place et se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet d'AVAP.

En outre, une instance consultative dénommée « Commission Locale de l'AVAP » (CLAVAP) doit être créée ayant pour mission d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP.

Cette instance, qui comprend 15 membres maximum, est composée de la manière suivante :

- des représentants de l'EPCI (dont le nombre ne peut être inférieur à cinq),
- le Préfet ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- le directeur régional de la direction régionale des affaires culturelles ou son représentant,
- deux personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine,
- deux personnes qualifiées au titre des intérêts économiques concernés.

La présidence est assurée par un Maire ou par le Président de l'EPCI, désigné en son sein par la commission.

Le conseil communautaire décide :

- d'autoriser le Président à poursuivre la transformation de la ZPPAUP de Feytiat en AVAP et à mettre en œuvre les modalités de la concertation,
- de désigner pour la composition de la CLAVAP :
 - en qualité de représentant de Limoges Métropole :
 - M. Bernard THALAMY
 - M. Gaston CHASSAIN
 - Mme Marie-Claude BODEN
 - M. Laurent LAFAYE
 - M. Vincent LEONIE
 - en qualité de personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine :
 - le Président de l'association renaissance du vieux Limoges ou son représentant
 - le Président de l'association comité de défense et de protection de l'environnement de Feytiat ou son représentant
 - en qualité de personnes qualifiées au titre des intérêts économiques concernées :
 - le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ou son représentant
 - le Président de l'association les Portes de Feytiat ou son représentant

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Modalités relatives à la procédure de prescription de la modification simplifiée n°1 du PLU
de la commune du Palais sur Vienne – Modification du règlement écrit

Le conseil communautaire décide de prescrire la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune du Palais-sur-Vienne, qui vise à modifier le règlement écrit par l'ajout de précisions, évolutions et rectification d'erreurs matérielles dans les zones Agricoles, UG, 1AUG, UE et dans les dispositions générales.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Modalités relatives à la procédure de prescription de la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune du Palais sur Vienne – Modification de l’Orientation d’Aménagement et de Programmation n° 4 – Aristide Briand

Le conseil communautaire décide de prescrire la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune du Palais-sur-Vienne qui vise à modifier l’Orientation d’Aménagement et de Programmation (OAP) n°4, dite Aristide Briand, en rectifiant une erreur matérielle concernant l’objectif d’aménagement de cette opération.

ADOPTE A L’UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Modalités relatives à la procédure de prescription de la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune du Palais sur Vienne – Modification de l’Orientation d’Aménagement et de Programmation n°8 – Le Chatenet Bis

Le conseil communautaire décide de prescrire la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune du Palais sur Vienne qui vise à modifier l’Orientation d’Aménagement et de Programmation (OAP) n°8, dite Le Châtenet Bis, par la suppression d’un élément bloquant dans le cadre de l’urbanisation de cette parcelle.

ADOPTE A L’UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Procédure d'intégration d'office dans le domaine public des rues Montesquieu et
Turgot sur la commune de Condat-sur-Vienne

La commune de Condat-sur-Vienne a saisi Limoges Métropole afin de faire aboutir une procédure d'intégration d'office dans le domaine public, de la voirie et des espaces communs du lotissement « Le Haut Condat », qu'elle avait lancé en 2009 et qui n'a pas pu aller jusqu'à son terme.

Cette procédure est soumise à une enquête publique préalable.

A l'issue de cette enquête publique, si aucun propriétaire n'a fait connaître son opposition, le conseil communautaire sera amené à se prononcer sur le transfert d'office de ces voies dans le domaine public de Limoges Métropole. En cas d'opposition d'un ou plusieurs propriétaires, la décision de transfert devra être prise par arrêté préfectoral.

Le conseil communautaire décide de lancer la procédure de transfert d'office dans le domaine public des rues Montesquieu et Turgot, situées à Condat-sur-Vienne, autorise le Président à mener cette procédure et à ouvrir l'enquête publique préalable.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Appel à Manifestation d'Intérêt - Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique

La Région Nouvelle Aquitaine, en partenariat avec l'Etat et l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) souhaite déployer sur l'ensemble du territoire régional un réseau de Plateformes Territoriales de la Rénovation Energétique (PTRE), porté par des EPCI.

Le plan de déploiement des plateformes Nouvelle-Aquitaine est lancé en 2020 via un appel à manifestation d'intérêt pour une mise en œuvre progressive à partir du 1^{er} janvier 2021.

Le programme « Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique » (SARE) de l'Etat et de l'Ademe, qui représente une enveloppe de 200 M€ à l'échelle nationale sur la période 2020-2024, constitue un outil de financement de ce plan de déploiement.

Pour prétendre à la labélisation de plateformes et aux financements il est nécessaire de remplir des missions obligatoires et des missions facultatives qui peuvent être développées ultérieurement à la labélisation.

Ces missions s'inscrivant parfaitement dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) de Limoges Métropole, la communauté urbaine pourrait prétendre à devenir Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique (PTRE).

Le conseil communautaire autorise Limoges Métropole à manifester son intérêt pour devenir PTRE et autorise le Président à déposer un dossier de financement dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt.

ADOPTE A L'UNANIMITE

N'a pas participé au vote :
Mme Emilie RABETEAU

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Convention financière avec l'Agence Immobilière à vocation Sociale 87 (AIS 87) pour le déploiement de logements en intermédiation locative avec un accompagnement global renforcé

Suite à l'appel à projet lancé en juin 2019 par Limoges Métropole, sur son territoire, en collaboration avec les services de l'Etat – Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP), Direction Départementale des Territoires (DDT) et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Immobilière à vocation Sociale (AIS) 87 a été sélectionnée en tant qu'opérateur pour expérimenter une action à destination de ménages en difficulté d'accès au logement.

L'opérateur a un rôle d'intermédiaire entre les parties : il assure auprès du bailleur privé les obligations du locataire et propose au ménage occupant une gestion locative rapprochée, avec un accompagnement individualisé, dans une logique de prévention des risques.

L'expérimentation prévoit un accompagnement pluridisciplinaire qui s'adapte aux besoins du ménage afin de développer les conditions nécessaires à son autonomisation en vue de faire « glisser » le bail. Celui-ci a vocation à devenir un bail de droit commun entre le bailleur privé et le ménage à la fin de la convention d'occupation.

L'expérimentation vise l'accompagnement de 15 ménages logés dans le parc privé sur le territoire de Limoges Métropole.

Les co-financeurs de ce projet, dont le coût est de 63 000 € pour une année, sont Limoges Métropole et la DDCSPP de la Haute-Vienne.

Dans ce cadre, le conseil communautaire décide de reconduire le partenariat avec l'AIS 87 pour cette action ainsi que le versement d'une subvention d'un montant de 31 500 € et autorise le Président à signer la convention afférente.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Désignation d'un représentant au conseil d'administration de Limoges Habitat

Monsieur Philippe Barry - Président de la Communauté de Communes du Val de Vienne - désigné par délibération en date du 22 juillet 2020, au titre de personnalité qualifiée élue d'une collectivité ou d'un EPCI du ressort de l'office autre que celui de rattachement, pour siéger au conseil d'administration de Limoges Habitat, a fait connaître son souhait d'être remplacé dans sa fonction.

Dans ce cadre, le conseil communautaire désigne en tant que nouveau représentant au conseil d'administration de Limoges Habitat :

- M. Franck LETOUX (Maire de Royères).

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain - Lancement de la concertation publique des projets de renouvellement urbain de Beaubreuil et Val de l'Aurence sud - Annule et remplace la délibération n°13.1 du 22 septembre 2020

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) 2014-2024, Limoges Métropole pilote ce programme sur 4 quartiers, et coordonne particulièrement les projets sur les quartiers de Beaubreuil et Val de l'Aurence sud, dits quartiers d'intérêt national.

Les projets concernant ces deux quartiers doivent faire l'objet d'une concertation publique dont les modalités ont été fixées par une délibération du conseil communautaire du 22 septembre 2020.

Cependant, les circonstances sanitaires ayant décalé dans le temps les opérations de préparation de cette concertation, il convient d'en reporter la tenue, afin que Limoges Métropole ne soit pas obligée de renoncer aux dispositifs d'animation de la participation qu'elle compte mettre en place.

Cette concertation se déroulera sur la commune de Limoges pendant quatre mois environ et débutera en janvier 2021 si la situation sanitaire le permet, ou dès que possible si cette date ne peut être retenue.

Le conseil communautaire décide :

- d'approuver l'ouverture de la concertation préalable des projets de renouvellement urbain des quartiers de Beaubreuil et du Val de l'Aurence sud,
- de reporter la tenue de cette concertation à la période de janvier 2021 à mai 2021, les autres modalités de cette concertation restant inchangées,
- d'acter qu'en cas d'impossibilité de tenir cette concertation dans des conditions satisfaisantes au regard des contraintes sanitaires, cette concertation sera reportée et débutera dès que possible.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Cartographie des acteurs de la médiation numérique - Convention de partenariat avec le
Département de la Haute Vienne

Afin de faciliter l'accessibilité aux différentes offres de médiation numériques mises en œuvre sur son territoire, Limoges Métropole a décliné une cartographie des acteurs de la médiation numérique aujourd'hui mise en ligne sur son site internet.

Dans le cadre du Pacte Territorial pour l'Insertion, le Département de la Haute-Vienne entend faciliter la constitution et la structuration d'un réseau des acteurs de l'inclusion numérique et renforcer l'offre présente sur le territoire.

Dans ce contexte, il est apparu opportun de s'appuyer sur l'outil cartographique existant et d'en développer les fonctionnalités à l'échelle départementale.

Le conseil communautaire décide d'approuver le partenariat avec le Département de la Haute-Vienne pour la mise en œuvre de cette cartographie et autorise le Président à signer une convention de partenariat avec le Département, sans flux financier.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 17 novembre 2020

Nouveau Diplôme universitaire « Intervention Publique et citoyenneté » - Soutien de Limoges
Métropole aux structures associatives

Afin d'intégrer les enjeux du vivre ensemble et de citoyenneté, Limoges Métropole a travaillé en lien étroit avec la Faculté des lettres et des sciences humaines, sur la création d'un Diplôme Universitaire (DU).

Cette nouvelle formation, intitulée « intervention publique et citoyenneté » est ouverte aux professionnels titulaires, a minima, du baccalauréat ou équivalent et justifiant de 3 ans d'expérience professionnelle.

Proposée sous forme de formation continue et compatible avec une activité professionnelle, ce diplôme prévoit d'accueillir une quinzaine de stagiaires par an.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette nouvelle offre sur le territoire dès 2020, la communauté urbaine a prévu de soutenir les inscriptions de stagiaires en positionnant un de ses agents sur cette formation. Elle prévoit également d'octroyer une aide de 2000€ aux associations du territoire dont un agent est inscrit sur ce nouveau diplôme.

Sur les 14 personnes inscrites, 8 d'entre elles sont salariées au sein de 7 structures associatives intervenant sur le territoire de Limoges Métropole soit un soutien de Limoges Métropole de 16 000 €.

Le conseil communautaire décide d'approuver l'engagement de Limoges Métropole dans le développement cette offre nouvelle de formation ainsi que le versement des aides financières et autorise le Président à signer les conventions de financement à intervenir dans ce cadre.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Limoges Métropole-Communauté urbaine

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 17 novembre 2020

Comptes rendus au conseil communautaire de diverses décisions et des délibérations prises
par le bureau communautaire

Le Président rend compte des décisions qu'il a été amené à prendre et des délibérations prises
lors du bureau communautaire du 10 novembre 2020 en vertu des dispositions du Code général
des collectivités territoriales.